

<https://www.pressegauche.org/Crise-du-logement-Andres-Fontecilla-presente-un-plan-d-urgence-pour-le-1er>



Crise du logement - Andrés Fontecilla présente un plan d'urgence pour le 1er juillet

- Communiqués -

Publication date: mercredi 2 juin 2021



Copyright © Presse-toi à gauche ! - Tous droits réservés

MONTRÉAL, le 2 juin 2021 - Alors que la crise du logement s'aggrave de jour en jour dans les centres régionaux, le député de Laurier-Dorion et responsable pour Québec solidaire en matière de logement, Andrés Fontecilla, présente aujourd'hui un plan d'urgence pour que les centaines de familles menacées de se retrouver à la rue le 1er juillet prochain puissent trouver rapidement un toit. Le député solidaire presse la ministre de l'Habitation de mettre en place ces mesures vigoureuses pour soutenir les municipalités à l'approche du 1er juillet.

« Pendant que la CAQ s'obstine à nier l'existence d'une crise du logement, tous les indicateurs sont au rouge foncé, à Montréal comme en région. Rien qu'en Estrie, plus d'une soixantaine de familles sont menacées de se retrouver à la rue le 1er juillet. Imaginez l'ampleur du problème à l'échelle du Québec ! À un mois du 1er juillet, on est dans une vraie course contre la montre et la CAQ est en train de la perdre lamentablement. Il est temps que la ministre Laforest se réveille et qu'elle accompagne les municipalités pour venir en aide aux locataires qui ne trouvent pas de logement », martèle M. Fontecilla.

Le député solidaire a présenté ce matin un plan d'urgence comprenant trois grands axes pour intervenir auprès des familles qui risquent de se retrouver sans logement le 1er juillet :

1. Accompagnement des municipalités pour instaurer des services d'urgence

- ▶ Accompagnement des municipalités dans la mise en place de programmes d'urgence pour tous les locataires sans logement dans toutes les régions ;
- ▶ Bonifier les transferts aux municipalités pour les inciter à offrir ces services.
- ▶ Réservation de chambres d'hôtel vacantes pour héberger temporairement les familles qui ne trouvent pas de logement sur le marché.
- ▶ Meilleure campagne d'information pour que les locataires dans le besoin sachent où s'adresser selon leur municipalité.

2. Moratoire sur les rénovictions

- ▶ Instauration d'un moratoire sur les rénovictions par décret, et ce, jusqu'à la fin de l'année 2021 en attendant une modification permanente de la législation en vigueur ;
- ▶ Possibilité pour les locataires de reconduire leur bail même s'ils avaient refusé de le renouveler ou s'ils faisaient l'objet d'une éviction pour rénovation.
- ▶ Le renouvellement du bail se ferait aux mêmes conditions, avec une augmentation de loyer maximale calquée sur la grille de référence du Tribunal administratif du logement.
- ▶ Les propriétaires pourront refuser seulement si un autre locataire a signé un bail.

3. Reprise des logements de type Airbnb sur le marché à long terme

- ▶ Surveillance stricte de l'hébergement touristique illégal ;
- ▶ Sanctions musclées pour les locations illégales de type Airbnb afin de remettre ces logements sur le marché locatif.

Agir à long terme

Or, un plan d'urgence pour le 1er juillet n'est que la pointe de l'iceberg des mesures à mettre en place pour lutter durablement contre la crise du logement. Le député de Laurier-Dorion rappelle une fois de plus à la ministre de l'Habitation, Andrée Laforest, l'importance de lutter contre la surchauffe immobilière et d'augmenter l'offre de logement social et abordable sur le marché locatif.

« On le répète depuis des mois : la flambée des prix sur le marché immobilier n'a pas seulement des conséquences sur les jeunes familles qui veulent devenir propriétaires, elle se répercute aussi sur les locataires qui se font refiler des hausses de loyer abusives ou qui se font carrément évincer de leur logement. La ministre a annoncé de nouvelles unités de logement social, mais avec le retard accumulé depuis des décennies, ça va prendre plus qu'une poignée de HLM pour répondre aux besoins immenses en matière de logement », conclut Andrés Fontecilla, qui rappelle qu'il y a présentement 38 000 personnes en attente d'un logement social au Québec.